



## Quelques informations sur la flambée des prix au Sénégal

Le Sénégal, à l'instar de beaucoup d'autres pays connaît depuis ces derniers temps une flambée des prix des denrées de première nécessité, exposant les populations rurales et urbaines dans un désarroi total.

Si on ne parlait que du monde rural durant les années et mois derniers, notamment les mauvaises récoltes et les difficultés de commercialisation des produits agricoles, un ensemble de facteurs qui favorisent la famine, aujourd'hui nombreuses sont les populations qui sont touchées par les conséquences de la cherté de la vie.

Le milieu rural reste plus touché par cette situation du fait du faible pouvoir d'achat des populations et de l'insuffisance de la production agricole résultant de la dépendance totale aux aléas climatiques, de la mauvaise gestion des ressources naturelles et de l'inadéquation des politiques agricoles.

L'ampleur des problèmes et des difficultés a poussé l'Etat à lever toutes les taxes sur certaines denrées de première nécessité comme le riz, la tomate, l'huile depuis le début de l'année 2008 et à dégager un fonds de solidarité au monde rural d'un montant de 10 milliards de francs cfa destinés à l'achat de vivres d'urgences au profit des populations et du bétail.

Malgré tout la situation semble s'empirer. En milieu urbain, Il est maintenant noté que les chefs de famille qui disposent de revenus réguliers n'arrivent plus à se procurer le nécessaire pour vivre et faire vivre sa famille.

Partout l'augmentation vertigineuse des prix soulève des inquiétudes chez les populations surtout chez les « gorgorlus » (débrouillards) qui, avant la flambée des prix rencontraient d'énormes problèmes pour subvenir aux besoins alimentaires de leur famille.

Et pour manifester leur mécontentement et leur désaccord, des sit-in ont été tentés par les associations des consommateurs du Sénégal pour dénoncer cette situation et des marches ont plusieurs fois été programmées par les membres de l'opposition.

Ces différentes manifestations, ont conduit à un défilé des victimes de la cherté de la vie au tribunal. C'est ainsi que le 30 mars le président de l'Association des Consommateurs du Sénégal (ASCOSEN), le leader de l'Union Nationale des Consommateurs du Sénégal ainsi que des leaders de partis politiques (de l'opposition) ont été interpellés par la police, suite à l'interdiction du sit-in pour dénoncer la cherté de la vie par le préfet. Des échauffourées ont été notées entre les jeunes et les forces de l'ordre.

Aussi, le 9 avril, un jeune du nom de Cheikh Diouf a été épinglé et malmené par des gendarmes après avoir fait irruption à l'Assemblée Nationale avec un sac de riz vide portant mention « le peuple a faim » pour montrer aux parlementaires qu'à son image, le peuple sénégalais a faim.

Cet acte lui a valu 5 jours de détention à la prison centrale de Rebeuss avant d'être jugé et libéré.

Dans la même lancée, les leaders de la jeunesse des partis d'opposition ont été convoqués le 14 avril à la Division des Investigations Criminelles (DIC) à propos d'une marche qu'ils voulaient organiser le 15 avril pour également dénoncer la cherté de la vie.

La poursuite de la mobilisation des membres des partis de l'opposition est prévue durant les prochains jours avec l'organisation de journées d'actions nationales dans toutes les régions pour manifester contre la flambée des prix des denrées de première nécessité.

Ces marches et autres manifestations même si elles ont permis d'alerter le gouvernement n'ont pas jusqu'ici produit d'effets significatifs sur la baisse des prix et ainsi sur les conditions de vie des populations qui sont les principales victimes.

Cette flambée des prix concerne l'essentiel des biens et services de consommation courante : le riz dont le prix est passé de 250f cfa à 350Fcf, l'huile, le sucre, la tomate, le savon, le carburant, le gaz domestique, l'eau, l'électricité, etc.

En plus de la flambée des prix, on observe des pratiques de cupidité avec des rétentions de stock, de vente de produits impropres à la consommation, etc.

Dans certaines localités, les femmes sont obligées de faire des Kilomètres et des Kilomètres pour s'approvisionner en riz. Une dame demeurant aux HLM Néma de Ziguinchor a confié (**soleil samedi 12 et dimanche 13**) *« j'ai tellement marché que mes jambes ne tiennent plus. J'attend un car de transport urbain pour rentrer chez moi, j'étais venue chercher ne serait-ce que quelques Kilogrammes de riz, nécessaires au repas de midi et du soir en vain, déplore t'elle tout en sueur »*

Signalons enfin que dans la perspective d'atténuer les conséquences de l'inflation, en plus du fonds de solidarité au profit du monde rural, d'autres mesures ont été prises par le gouvernement : baisse de 5% de la fiscalité sur les salaires, projet de mise en place de magasins de référence, de centrales d'achat et déclare une politique d'auto suffisance en riz.

Si pour l'Etat, cette situation trouve son explication dans la conjoncture internationale et à la hausse du prix du pétrole, une bonne partie de la population l'impute à la mal gouvernance et juge que ces mesures ne sont ni suffisantes ni effectives. Par exemple, les estimations faites par les organisations paysannes montrent le fonds promis pour des vivres d'urgence ne peuvent permettre qu'au maximum 4 à 5 kg de vivre par personne. Ces organisations réclament 83 Milliards pour la satisfaction de leurs besoins.

Pour certains acteurs dont les ONG, la résolution des problèmes passe d'abord par la réduction du train de vie de l'Etat qui est jugé très excessif et par l'adoption de mesures et de programmes plus efficaces et durables.

En tout état de cause, la souffrance des populations perdure avec ses conséquences insoutenables pour ne pas dire dramatiques. A l'instar de la majorité des ONG, l'USE est en train de réfléchir sur les stratégies et actions à initier pour contribuer à l'amélioration de la situation.

A l'heure actuelle, l'appui à la réhabilitation des moyens de production locale, notamment la production de contre saison est, sans aucun doute, un axe prioritaire pouvant atténuer la souffrance de nos populations en général et des masses paysannes plus particulièrement.

En attendant, ce sont les débats, dénonciations et critiques à travers la presse écrite, parlée et filmée qui s'intensifient parallèlement aux mesures et déclarations de l'Etat visant la sortie de crise.

En l'absence d'une analyse plus approfondie et de propositions d'actions partagées au sein de l'USE, nous vous transmettons ces informations sur la situation qui prévaut au Sénégal. Nous vous tiendrons informés de tout autre changement qui interviendrait dans les jours, semaines ou mois à venir.

Mamadou DIOP SG / USE